**Arguments**

**1-Sources**

-<https://www.liberation.fr/societe/les-immigres-rapportent-davantage-a-letat-que-ce-quils-ne-coutent-selon-locde-20211028_O65IDAYBFBC3DGVBD7UH7MGKUQ/>

- <https://www.mediapart.fr/journal/france/200422/une-france-sans-etrangers-ca-donnerait-quoi>

- <https://www.leparisien.fr/politique/projet-de-loi-immigration-les-francais-veulent-la-reforme-toute-la-reforme-notre-sondage-exclusif-04-11-2023-OAD7JT3FQJBZXINPFDKFMTHUBY.php>

2- Les différents arguments

**A-Mediapart** :

**Immigration en France : des chiffres à relativiser**

La réalité des mouvements migratoires en France reste à relativiser. À l’échelle du monde, entre 2000 et 2020, l’immigration a progressé de 62 %, contre 36 % en France. Depuis 2015, l’Europe de l’Ouest a connu une hausse de 60 % de l’immigration, quand la France est restée à 36 %. À titre d’exemple, la France a accueilli 2 % des réfugiés syriens, contre 17 % dans le reste de l’Union européenne. 49 000 réfugiés afghans, contre 213 000 en Allemagne.

La France compte 11 % d’immigrés, soit des personnes nées à l’étranger et vivant dans le pays d’accueil depuis au moins un an. Cela représente 7,3 millions de personnes. Selon les chiffres de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la part d’immigrés dans la population française depuis dix ans se situe en dessous de la moyenne européenne, qui oscille à environ 15 %.

Les statistiques de l’ONU démontrent par ailleurs que contrairement à l’Allemagne ou l’Espagne, qui ont connu une hausse significative de l’immigration depuis 2000, et notamment au cours des sept dernières années, la France enregistre une progression plus *« douce »*, suivant la courbe de la progression de la population totale française (+ 10,6 % entre 2000 et 2020). Enfin, l’immigration progresse régulièrement, de manière totalement indépendante des mandats présidentiels.

En [France], [les chiffres des immigrés ne sont pas comparables à d’autres pays d’Europe], de [2000-2020], on enregistre [36% d’immigrés] en [France], alors que [l’Europe de l’Ouest] a connu [60 %], selon [l’ONU]

**Forme générique**

En [nom de pays], les chiffres de [objet de l’argument] ne sont pas comparables à d’autres [nom de pays]. En effet, de [énoncé d’une période en année], on enregistre [% d’objets d’arguments] en [nom de pays], alors que [nom de pays] a connu [%], selon [source].

**B-le Parisien**

**Même des électeurs de gauche...**

Outre leur feu vert sur les métiers en tension, 91 % des français sont favorables au renforcement des possibilités d'expulsion des étrangers représentant une menace grave pour l'ordre public. 78 % plaident pour la réduction du nombre de procédures de recours contre les décisions de reconduite à la frontière. Place Beauvau, on assure que la réforme répondra à ces exigences. « Cette loi est soutenue par les Français et elle est efficace. Elle permettra de doubler le nombre d'expulsions d'étrangers délinquants. »

De façon surprenante, même les électeurs de gauche sont favorables dans les grandes lignes au projet de loi. 85 % des sympathisants de LFI défendent le renforcement des possibilités d'expulsion des étrangers représentant une menace pour l'ordre public. 65 % plaident aussi pour une réduction des recours contre les décisions de reconduite à la frontière.

**Forme générique**

Selon [institut de sondage], [%], [population] est favorable [objet d’argument] [énoncé de l’amplification], [objet de l’argument] est soutenue par l’ensemble [population].

Même [les opposants] soutiennent [objet de l’argument], [énoncé de l'amplification],

**Les enchâssements**

Argument d’autorité basé sur la compétence, énoncé du premier terme de l’amalgame, renforcement avec l’amplification, énoncé du deuxième terme de l’amalgame. Argument de transfert par incompatibilité.

**C-Libération :**

De quoi mettre fin à bien des fantasmes d’extrême droite. En faisant le ratio entre les contributions versées par les immigrés et les dépenses publiques des Etats, l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que ce coût s’équilibre, et peut même être positif, dans une étude consacrée à leur « impact budgétaire » publiée ce jeudi. *«Dans tous les pays,* [*la contribution* desimmigrés](https://www.liberation.fr/societe/migrants-on-peut-tenir-longtemps-durant-lexil-puis-vivre-un-contrecoup-20211011_XTLRXIN4OJCU3CWIXYUVAYN4OU/)*sous la forme d’impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation»,* écrit l’OCDE, dans ce rapport qui porte sur ses 25 Etats membres entre 2006 et 2018.

En France, la contribution budgétaire nette des personnes nées à l’étranger est de 1,02% du PIB, donc légèrement excédentaire, contre une moyenne de 1,56% sur l’ensemble des pays. *« Ce qui focalise le débat public, notamment en France, c’est le coût que peut représenter l’immigration en termes de dépenses sociales, de santé, etc. On montre que cette question ne devrait pas nous obséder, car quand on fait le compte, on observe que la contribution est positive jusqu’à la prise en compte des dépenses militaires et de la dette publique »,* analyse pour l’AFP Jean-Christophe Dumont, chef de la division Migrations de l’OCDE.

**Forme générique**

En [nom de pays], [objet de l’argument], représente [% de quelque chose]. Ce qui focalise le débat public, notamment [nom pays] c’est le coût de [objet de l’argument], or quand on fait le compte, la situation est positive, analyse monsieur [nom de personne], [titre], [institution].